

GHANA

République du Ghana

CAPITALE : Accra

SUPERFICIE : 238 533 km²

POPULATION : 18 101 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Jerry J. Rawlings

LANGUE OFFICIELLE : anglais

PEINE DE MORT : maintenue

GHANA

Quatre personnes ont été condamnées à mort pour trahison. Dans le cadre de cette même affaire, un ancien agent des forces armées a été détenu par les forces ouest-africaines de maintien de la paix en Sierra Leone et remis aux autorités ghanéennes. Un journaliste a été emprisonné après avoir été reconnu coupable de diffamation envers l'épouse du chef de l'État. D'autres journalistes ainsi qu'un député de l'opposition ont été détenus.

Contexte

La perspective d'une élection présidentielle en décembre 2000 n'a cessé d'alimenter les débats sur la succession du président J.J. Rawlings, chef de l'État et du gouvernement depuis le coup d'État de 1981. À la tête de plusieurs gouvernements civils élus depuis 1993, le président Rawlings remplissait, aux termes de la Constitution de 1992, son dernier mandat.

La sensibilité du gouvernement aux critiques formulées par les organes de presse privés indépendants s'est traduite par d'incessantes poursuites judiciaires et arrestations de journalistes, pour diffamation présumée de responsables gouvernementaux ou de leurs collaborateurs.

Procès pour trahison

À l'issue d'un procès marathon pour trahison, quatre hommes, Sylvester Addai-Dwomoh, Kwame Alexander Ofei, Kwame Ofori-Appiah et John Kwadwo Owusu-Boakye, qui avaient été accusés de complot en vue de renverser le gouvernement en 1994, ont été condamnés à mort au mois de février par la haute cour d'Accra. Emmanuel Kofi Osei, le cinquième accusé, a été acquitté. Tous étaient emprisonnés depuis leur arrestation, en septembre 1994.

Certains ont déclaré qu'on les avait frappés et maltraités afin de les contraindre à faire des déclarations incriminant d'autres personnes. La haute cour spéciale saisie de l'affaire a estimé que ces déclarations étaient recevables, bien que des témoins à charge et certains accusés aient déclaré que des soldats qui avaient par la suite témoigné pour l'État, ainsi que des accusés, avaient été frappés après leur arrestation. Les accusés ont interjeté appel devant la Cour suprême, juridiction d'appel pour les affaires de trahison.

En mars, James William Owu, ancien capitaine de l'armée de terre qui, lors de ce même procès pour trahison avait été désigné par le ministère public comme étant l'un des conspirateurs, a été inculpé de trahison devant la haute cour d'Accra. Il avait été arrêté et détenu en 1982, peu de temps après le coup d'État de 1981, mais il s'était enfui à la faveur d'une évasion collective en juin 1983. Au début de l'année 1999, il a été arrêté en Sierra Leone par la Force ouest-africaine d'interposition de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), connue sous le nom d'ECOMOG. Au mois de février, il a été ramené au Ghana par les forces armées ghanéennes et remis aux autorités sans aucune procédure d'extradition officielle.

Le nouveau procès pour trahison de Karim Salifu Adam, membre du parti d'opposition *New Patriotic Party* (NPP, Nouveau parti patriotique), a été annulé peu après. Cet homme avait auparavant fait partie d'un

selon lesquelles Karim Salifu Adam aurait été torturé alors qu'il était détenu illégalement au secret après son arrestation en mai 1994 n'ont fait l'objet d'aucune enquête approfondie ni impartiale.

Emprisonnement pour diffamation

Des journalistes ont été emprisonnés et des organes de presse indépendants condamnés à des amendes dans le cadre de procès en diffamation intentés par des responsables gouvernementaux ou leurs collaborateurs.

✓ Ebenezer (« Eben ») Quarcoo, ancien rédacteur en chef du journal *Free Press*, a été condamné par la cour de circuit d'Accra, au mois de novembre, à quatre-vingt-dix jours d'emprisonnement avec travaux forcés, ainsi qu'à une amende de 1,5 million de cedis (environ 600 euros) qui devait être remplacée par une peine supplémentaire de deux ans d'emprisonnement en cas de non-paiement. Il a été remis en liberté en décembre après avoir acquitté cette amende. Il avait été reconnu coupable d'avoir volontairement diffamé Nana Konadu Agyeman Rawlings, épouse du président Rawlings, dans un article publié en décembre 1994. L'autre action en diffamation intentée par l'épouse du président à l'encontre d'Eben Quarcoo a suivi son cours. Le directeur de la publication du *Free Press*, Tommy Thompson, également accusé dans ces deux affaires, est décédé en 1998.

✓ Vers la fin du mois d'octobre, deux journalistes de la station de radio Joy FM, Samuel Atta Mensah et Mawuko Zormelo, ainsi que Yaw Amfo Kwakye, directeur général de la maison d'édition qui publie le journal *Statesman*, ont été arrêtés et détenus durant une nuit pour être interrogés par les services de sécurité. Début novembre, des policiers armés ont arrêté Ferdinand Ayim, correspondant du *Statesman*, après avoir encerclé son domicile. Le propriétaire du journal, Nana Akufo-Addo, député de l'opposition et avocat défenseur des droits humains, a été interrogé par la police en même temps que Samuel Okyere, réceptionniste. Ils ont tous été libérés sous caution après avoir été inculpés à titre provisoire de diffusion ou de complicité de diffusion de fausses informations ayant jeté le discrédit sur le gouvernement, infraction punissable d'une peine pouvant aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement. Ces charges ont été retenues à la suite de la publication et de la diffusion sur les ondes d'un enregistrement dans lequel un homme qui, semble-t-il, était un garde du corps du président reconnaissait sa participation au meurtre d'un prêtre catholique en 1985 et à un attentat à l'explosif en 1992 contre un hôtel appartenant à la famille de Nana Akufo-Addo.

Persistance de l'impunité

Des enquêtes ont été ouvertes sur certains incidents au cours desquels des manifestants et d'autres personnes ont été tués par des responsables de la sécurité.

✓ En juin, à la suite d'une enquête ayant conclu que les procédures de surveillance des émeutes n'avaient pas été respectées, le gouvernement a ordonné que des sanctions soient prises contre un policier et qu'une réparation soit accordée aux familles de deux manifestants tués par la police à Kumasi en mars 1997.

À Aflao, près de la frontière togolaise, des responsables locaux ont demandé l'ouverture d'une enquête indépendante après qu'un agent de la police ou des douanes eut abattu Sylvanus Akortsu en juin. Ils ont également exprimé leur préoccupation au sujet d'au moins 10 autres homicides similaires commis depuis 1994 qui n'avaient pas fait l'objet d'investigations. La police a fait savoir en août 1999 qu'une enquête avait bien été ouverte, mais aucune information n'a été communiquée sur ses conclusions.

Le fils de Kwadwo Agyei Agyepong, un magistrat dont un grand nombre de personnes pensent qu'il a été exécuté de manière extrajudiciaire par des agents gouvernementaux en 1982, en même temps que deux autres juges et un officier retraité de l'armée de terre, a lancé plusieurs appels pour la mise en place d'une « commission vérité et réconciliation » qui serait chargée d'établir la vérité sur ces faits et sur d'autres exécutions extrajudiciaires présumées. Au mois de novembre, le président Rawlings a reconnu que des injustices avaient été commises à la suite des coups d'État de 1979 et de 1981, tout en estimant qu'une commission de cette nature ouvrirait des plaies déjà cicatrisées.

✓ Au mois de juin, Andrew Addai Ampratwum, un fermier, a été reconnu coupable de meurtre et condamné à la peine capitale par la haute cour de Kumasi.

Action entreprise par Amnesty International

En novembre, Amnesty International a fait part de sa préoccupation devant le fait que des journalistes étaient incarcérés en vertu de lois sur la diffamation qui servaient ainsi à protéger les responsables du gouvernement et leurs collaborateurs.

Au mois de mai, à la veille d'une réunion de chefs d'entreprise africains et américains à Accra, Amnesty International a lancé un rapport au Ghana sur le recours discriminatoire à la peine de mort aux États-Unis d'Amérique. Ce rapport était intitulé États-Unis. *Des préjugés qui tuent : la question raciale et la peine de mort.*

Traités ratifiés ou signés en 1999

Statut de Rome de la Cour pénale internationale.